



Enlèvement politique et mensonge d'Etat

Jean-Hervé Bradol et Pierre Salignon

Tribune publiée dans *Messages*, Journal interne des Médecins Sans Frontières,
N°131, Août-Septembre 2004,
puis reprise dans la revue *Humanitaire* N° 11, hiver 2004

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Enlèvement politique et mensonge d'Etat

Le vendredi 28 mai 2004, lors d'une conférence de presse, Monsieur Van Wulfften Palthe, directeur du service des affaires consulaires du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, a déclaré que son gouvernement demandait à Médecins Sans Frontières (MSF) le remboursement du "prêt" qu'aurait consenti l'ambassade des Pays-Bas à Moscou pour régler la rançon versée pour la libération d'Arjan Erkel, chef de mission au Daghestan de la section suisse de MSF, enlevé le 12 août 2002. Cette déclaration du directeur des affaires consulaires est un mensonge d'Etat.

Un bref retour en arrière s'impose pour saisir les derniers développements d'une histoire d'enlèvement politique qui se déroule sur plus de vingt mois. Après la disparition d'Arjan Erkel, nous avons dû attendre six mois la première preuve qu'il était encore en vie, et près d'un an avant d'être approchés pour négocier sa libération. Ce long délai nous a été imposé malgré de multiples tentatives, aussi dangereuses que coûteuses, de susciter un contact avec les ravisseurs. Ce délai constitue, selon nous, une indication du fait que l'argent n'a jamais été le motif premier des kidnappeurs dans cette affaire.

Echec de plusieurs négociations

Au printemps 2003, près d'un an après l'enlèvement de notre collègue, nous menons une campagne d'information, en direction des diplomates et des journalistes internationaux, dénonçant l'absence flagrante de volonté des autorités russes de mener l'enquête ainsi que l'inertie du gouvernement néerlandais. C'est à ce moment-là, dans le courant de l'été 2003, que " l'association des vétérans des services de renseignement russes " nous a proposé de nous aider pour savoir si Arjan Erkel était en vie, et pour faciliter sa libération. Pour l'obtenir, nous savions que le paiement d'une rançon serait certainement nécessaire ainsi que le défraiement d'intermédiaires. Soucieux avant tout de permettre le retour sain et sauf de notre collègue dans sa famille, nous avons accepté, faute de mobilisation politique pendant près d'un an, de nous engager dans cette voie. Nous avons donc débloqué l'argent liquide nécessaire à cette mission. Comme notre équipe à Moscou faisait déjà face à de nombreuses menaces et que la détention d'une importante somme d'argent en liquide ne pouvait qu'augmenter les risques pour sa sécurité, elle a placé une somme de 250.000 euros en dépôt dans le coffre de l'ambassade des Pays-Bas à Moscou.

De juillet à décembre 2003, à plusieurs reprises, des modalités pratiques en vue d'un échange ont été fixées. A chaque fois, au dernier moment, nos interlocuteurs nous ont informés de l'annulation de l'opération. Après l'ultime échec, en décembre 2003, un an et demi après l'enlèvement de notre collègue, nous étions profondément inquiets pour sa vie et totalement démoralisés par la disparition subite de toutes pistes concrètes permettant d'avancer vers sa libération. A cette époque, Monsieur Van Wulfften Palthe nous recommandait d'être patients, de préparer la famille Erkel au pire et de garder le silence.

Face à l'inaction politique, une campagne d'information

Début mars 2004, devant cette absence de contacts et de propositions sérieuses de négociations, alertés par des informations indiquant qu'Arjan Erkel était malade et menacé d'exécution, nous avons déclenché une nouvelle campagne d'information

auprès des diplomates et des médias. Au cours de cette campagne, nous avons communiqué une partie des informations collectées pendant dix-neuf mois de recherches. Elles démontrent l'implication, à toutes les étapes de l'affaire, de membres de l'administration russe et daghestanaise dans cette captivité. Toutes ces informations, publiées dans Le Monde du 9 mars 2004, avaient été transmises depuis plusieurs mois, sous forme de rapports et de communications orales à la famille Erkel, aux administrations russe et daghestanaise, aux Nations unies, à l'Union européenne ainsi qu'aux Pays-Bas, et notamment à Monsieur Van Wulfften Palthe. Malgré tout, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a persisté, pendant vingt mois, à considérer l'enlèvement d'Arjan Erkel comme une simple affaire de droit commun relevant du service des affaires consulaires. Les porte-parole du gouvernement néerlandais ont constamment déclaré qu'ils étaient satisfaits de l'action de l'administration russe dans cette affaire et le ministre néerlandais des Affaires étrangères a refusé pendant un an de nous accorder un simple rendez-vous. Cette attitude a entraîné à plusieurs reprises de vives tensions entre Médecins Sans Frontières et les fonctionnaires néerlandais, à qui il était reproché de n'exercer aucune pression diplomatique pour obtenir la libération d'Arjan Erkel.

Les menaces du gouvernement néerlandais

Le 8 avril 2004, alors que depuis plusieurs mois Médecins Sans Frontières ne recevait plus aucune offre sérieuse permettant d'espérer un échange, l'administration néerlandaise nous a informé qu'elle négociait de son côté la libération d'Arjan Erkel, en nous demandant pour la première fois de " rembourser " la rançon dont le montant avait été multiplié par quatre par rapport à l'offre faite à MSF en décembre 2003. Le représentant de MSF a répondu à cette requête en déclarant que ce n'était pas le moment de parler d'argent et que la priorité était de retrouver notre collègue. Pressé de s'engager plus avant par le fonctionnaire néerlandais, il a ajouté qu'il n'avait pas seul le pouvoir d'engager MSF sans consulter ses collègues.

Quelques jours après la libération d'Arjan Erkel, survenue finalement le 11 avril 2004, MSF exprime ses réticences à payer une rançon négociée et versée, non par MSF, mais par l'administration néerlandaise dans des conditions opaques. Irrités par cette position, lors d'une réunion au ministère, le 3 mai 2004, Monsieur Van Wulfften Palthe et Monsieur Willem André exigent des représentants de MSF le versement du montant de la rançon, si possible en liquide ou selon tout autre mode de paiement permettant d'échapper aux obligations comptables légales et à tout contrôle public. Pour appuyer cette demande, les deux fonctionnaires menacent MSF de représailles financières directes et indirectes, en promettant d'utiliser à cette fin l'influence de leur pays au sein de l'Union européenne.

Un mensonge d'Etat peu crédible

Le 28 mai 2004, en réaction à la parution d'un article dans le quotidien Le Monde révélant que le gouvernement néerlandais nous réclamait, sous la menace, le paiement de la rançon qu'il avait dû verser, Monsieur Van Wulfften Palthe organise dans l'urgence une conférence de presse. Il déclare aux journalistes avoir "prêté" une somme importante en liquide à MSF et en réclame le remboursement. Pour soutenir la crédibilité de cette requête, le directeur des affaires consulaires ne se donne même pas la peine de produire ou même d'évoquer l'existence d'une reconnaissance de dette. Il ne précise pas qu'il souhaitait récupérer cet argent en

liquide et encore moins à qui l'argent a été remis. Il n'indique aux journalistes aucun montant précis.

Qui peut croire que le gouvernement néerlandais ait prêté une somme aussi importante à MSF, en liquide, sans la moindre trace écrite ? La vérité est à la fois simple et difficile à formuler, sans perdre la face, pour un fonctionnaire des Pays-Bas : dans le but de récupérer leur ressortissant, les fonctionnaires néerlandais ont dû payer en liquide une importante somme d'argent.

Nous refusons que l'argent destiné à l'action humanitaire soit détourné de son objet pour permettre à l'administration néerlandaise d'éviter de rendre des comptes dans cette affaire. L'histoire est peu glorieuse pour un pays qui occupe actuellement le poste de secrétaire de l'Otan, la présidence du Conseil de l'Europe et le poste de coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme.

L'attitude des Pays-Bas se comprend mieux en gardant présent à l'esprit la passivité internationale face aux crimes commis par les troupes russes en Tchétchénie. L'exécution arbitraire, le viol, la torture, la capture et la vente d'êtres humains, la revente des cadavres aux proches des suppliciés et le pillage sont couramment utilisés par un pays membre du Conseil de l'Europe. Depuis dix ans, alors que la population tchétchène a été décimée – plus de 100 000 morts dans une république d'environ un million d'habitants – et que plusieurs dizaines de journalistes indépendants, de militants des Droits de l'homme et de travailleurs humanitaires ont été victimes de la violence politique (assassinats, enlèvements, viols et vols avec violences), le Conseil de sécurité des Nations unies n'a jamais pris la peine de mettre cette situation à l'ordre du jour de ses réunions. L'Europe et les Nations unies ont choisi d'éviter à tout prix de froisser la Russie même si ce choix se paye de leur propre abaissement.

Pour une double enquête parlementaire

L'enlèvement d'Arjan Erkel n'est malheureusement pas un cas isolé mais le dernier d'une longue série. En effet, depuis 1994 plusieurs pays occidentaux et organisations internationales ont fait les frais de telles manipulations lors d'enlèvements. De tels faits mériteraient une double enquête parlementaire, néerlandaise et européenne, afin que s'exerce un contrôle démocratique sur des pratiques qui effacent les frontières entre politique et criminalité pour laisser libre cours à une violence sans limite contre les Tchétchènes et ceux qui tentent de les aider. C'est l'appel que nous lançons au nouveau Parlement de l'Europe réunifiée, ainsi qu'aux Pays-Bas, qui occuperont cet été la présidence de l'Union européenne.

Docteur Jean-Hervé Bradol, président de Médecins Sans Frontières
Pierre Salignon, directeur général de Médecins Sans Frontières